

Convention collective

**IDCC : 9461. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Lot)
(6 mai 1969)**

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 8 février 1970)

**AVENANT N° 147 DU 12 JANVIER 2015
(AVENANT N° 3 À L'ACCORD DU 7 OCTOBRE 2009 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ)**

NOR : *AGRS1597096M*
IDCC : 9461

Entre :

La FDSEA du Lot ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles du Lot ;

La FDCUMA du Lot,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC du Lot ;

La FGTA FO du Lot ;

Le SGA CFDT du Lot,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au vu des résultats du régime complémentaire frais de santé, les parties se sont rapprochées afin de convenir d'une révision des cotisations.

Les organisations signataires ont décidé d'augmenter les cotisations inhérentes à l'extension facultative des garanties aux ayants droit ainsi qu'aux garanties optionnelles correspondant à l'annexe B.

En conséquence, l'accord départemental du 7 octobre 2009 est modifié comme suit.

Article 1^{er}

Révision des cotisations

Les alinéas 7 à 12 du paragraphe 7.1 « Taux de cotisations et répartition » de l'article 7 « Cotisations » sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le salarié peut affilier, facultativement, ses ayants droit, selon les options suivantes :

– faire garantir, dans les conditions prévues au paragraphe 3.2 “Couverture facultative” de l'article 3 “Salariés bénéficiaires”, le remboursement des frais de santé engagés par les membres

de sa famille (conjoint et enfant[s] à charge) moyennant un taux de cotisation spécifique de 2,20 % du PMSS ;

- faire garantir, dans les conditions prévues au paragraphe 3.2 “Couverture facultative” de l’article 3 “Salariés bénéficiaires”, le remboursement des frais de santé engagés par le salarié ayant moins de 6 mois d’ancienneté dans l’entreprise moyennant un taux spécifique de 0,74 % du PMSS.

Si le salarié choisit de souscrire les garanties optionnelles correspondant à l’annexe B, il doit acquitter en totalité les cotisations supplémentaires, soit :

- 0,22 % du PMSS pour le salarié seul ;
- 0,48 % du PMSS pour le salarié et ses ayants droit. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2015.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l’extension, sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l’article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Cahors, le 12 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)